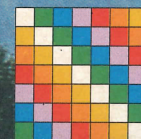




RÉISERBANN
d'Réiser Geméng



KLIMA-BÜNDNIS
ALIANZA DEL CLIMA



Comunidad
Tinkunaku

TINKUNAKU

TINKUNAKU

[n° 4 septembre 1998]

conseil communal de Roeser :

Arthur SINNER, bourgmestre
Armand JOACHIM, Francis KLEIN, échevins
Marcel DONDELINGER, Pierrette FERRO-RUCKERT
Jean-Claude HUBERT, Suzette DOSTERT-WAGENER,
René JUNGEN, John NICKELS,
John BARTHELMEY, Egon SEYWERT, conseillers

Organisations Non-Gouvernementales Associées :

Action Solidarité Tiers Monde-Luxembourg
Solidaresch Hellef Réiserbann-Roeser
Chiles Kinder-Bettembourg

rédaction :

Bernard CHRISTOPHE, Francis KLEIN,
Maggy MENNE, Núria MOLES,
Lidia PETRONA FUNES, Assunta CHRISTOPHE

conception et réalisation :

Cathy RIES, info-graphiste
Misou RIES, graphiste

photos :

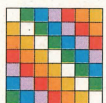
Núria MOLES, Francis KLEIN

couverture : maison traditionnelle Kolla

dos : lettre et dessin des enfants Kollas aux enfants de Roeser



TINKUNAKU NAKU



Comunidad
Tinkunaku

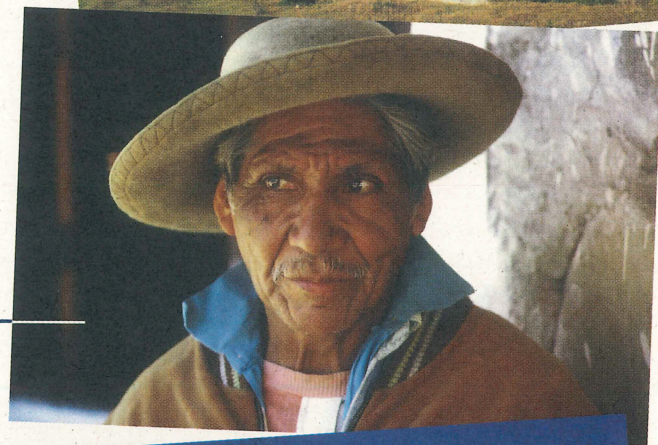


KLIMA-BÜNDNIS
ALIANZA DEL CLIMA

Alpages de San Andrés



Terrasses de San Andrés



Paulo



Tinkunaku signifie en quichua «lieu de rencontre». Ce mot a été choisi comme nom de l'ensemble de leur communauté par les quatre villages de la Finca San Andrés : Los Naranjos, Río Blanquito, Angosto de Paraní et San Andrés. C'est donc un titre qui traduit bien le but d'une publication commune entre la communauté Tinkunaku et la commune de Roeser : faire connaître la situation de la communauté et se rencontrer dans la lutte pour ses droits, son existence, sa culture, son environnement ! Trois numéros l'ont déjà montré. Mais, pour la première fois, une partie des exemplaires sera distribuée par la communauté elle-même, ce qui explique que ce numéro réunit des articles en français et en espagnol. Comme peu de lecteurs sont bilingues, des résumés seront proposés pour chaque article dans l'autre langue. On trouvera aussi des expressions en quichua et en luxembourgeois, langues d'identité. Les articles jalonnent tout un historique que l'on peut résumer comme suit :

Depuis 1992, la communauté Tinkunaku et la commune de Roeser sont unies par un contrat de partenariat, fondé sur base des termes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ce contrat de solidarité, d'entraide mutuelle et de défense de l'environnement a permis aux deux communautés d'échanger des visites et une information continue. Ces visites sont illustrées en pages 4 et 5. Le premier objectif commun était la restitution de ses terres à la communauté Kolla. La carte de la Finca les représente et un texte de l'Institut National des Affaires Indigènes argentin décrit la situation (pages 10 et 11). Mais les résultats sont pour le moment suspendus à la suite d'interminables luttes juridiques conduites par l'ex-«propriétaire» qui a accaparé les terres ancestrales des Kollas en 1930, en tant que Gouverneur de la Province, et à la faveur du premier putsch militaire argentin. Pour compliquer les choses, la majorité des actions de la société argentine a été cédée à la Seaboard Corporation des Etats-Unis en 1996 (voir visite et lettre du Sénateur León pages 6 et 7).

Cette société a relancé aussitôt le déboisement et la communauté a défendu son environnement. Greenpeace et Yaguareté ont soutenu sa résistance pacifique : l'occupation d'un chemin forestier par une bonne partie de la population a stoppé les bulldozers, mais a conduit quatre membres de la communauté en prison pendant treize jours. Roeser et le Parlement luxembourgeois ont réagi dans une lettre au Président Menem (page 3). Des délégués de Roeser se sont rendus sur place pour soutenir les démarches (pages 8 et 9). Dernièrement, le tracé d'un gazoduc du groupe belge Tractebel à travers les 70 km de long du territoire ancestral des Kollas a suscité encore plus de passions. En effet, Tractebel n'a pas

respecté sa charte définie pour l'Europe et l'Administration argentine du gaz a été prise en défaut de procédure sur plainte de Greenpeace. Depuis, un premier jugement courageux a été cassé en appel. Les travaux ont commencé, et Greenpeace a installé un observatoire forestier pour informer le public des destructions pratiquées (pages 12 et 13).

Dans ce contexte de luttes et de pressions, le développement économique de la communauté a stagné, des projets formés par les villages (page 14) en ce sens ont pris du retard. La Communauté Européenne hésite à accorder son cofinancement. Néanmoins, décisions et réalisations avancent et des rapports sont échangés. La commune de Roeser vit ces événements inattendus en tentant d'analyser les faits dans le sens de l'Histoire et de la Justice. Elle se sent fière de pouvoir contribuer à la réparation de l'injustice de l'Histoire et à la sauvegarde d'un patrimoine universel important : une forêt dont la faune et la flore valent la peine d'être mieux répertoriées (page 15) et qui est admirée par les habitants de la Finca, par Greenpeace et les écologistes de Salta. A Roeser on suit avec intérêt les prises de position d'institutions responsables et démocratiques. On continue de s'informer de la culture de ses partenaires, de leurs origines (page 16) et de leurs attentes. Dans les écoles de Roeser, des enfants découvrent l'espagnol en lisant des lettres écrites par des petits descendants des Incas, qui vivent les pieds nus et proches de la nature ... et qui attendent des réponses (dos).

Resumen en castellano:

La Comuna de Roeser resume la historia de la relación que nació en 1992 y el objetivo del hermanamiento. Se trataba de dar una respuesta solidaria a la reivindicación de los Kollas de recuperar sus tierras ancestrales, y a la vez de proteger el medio ambiente, puesto que la deforestación había empezado ya con el Ingenio del Tabacal. La cesión de la mayoría de acciones a la Seaboard Corporation y el proyecto del gasoducto de Tractebel agravaron la presión sobre los Kollas y su medio, constituyendo graves amenazas a la supervivencia de la Comunidad y de su cultura, así como de la biodiversidad de la naturaleza circundante. Esta publicación, *Tinkunaku 4*, se propone dar a conocer la situación y apoyar las reivindicaciones de la comunidad Kolla. La Comuna de Roeser se siente muy orgullosa de ello, puesto que creemos en el Derecho, en la diversidad cultural, en la solidaridad internacional, en la necesidad de proteger el medio ambiente a nivel mundial con vistas a un desarrollo sostenible.

*L*ettre du Parlement luxembourgeois au Président Menem et à Monsieur Bresky

Luxembourg, le 25 juin 1997

Monsieur le Président,

En qualité de parlementaires du Grand-Duché de Luxembourg, nous adhérons aux résolutions et initiatives de la commune de Roeser pour soutenir les droits à la terre et à l'identité culturelle de la communauté Kolla habitant la Finca San Andrés de Orán/Province de Salta/Argentine.

Nous demandons au Président de la République d'Argentine et par ailleurs au Président de la Société Seaboard Corporation des Etats-Unis de rechercher activement une solution qui respecte le droit de cette communauté indigène, défini dans la Constitution Argentine, à récupérer leurs terres ancestrales suivant les tracés existants avant la dévolution de 1930 à l'Ingenio y Refinería San Martín de Tabacal, soit la totalité des terres désignées sous le nom de Finca San Andrés. Cela implique donc le respect des lois nationales (n° 24.242) et décrets provinciaux (n° 2.845/86 et n° 2.437/97) déjà pris en ce sens, mais aussi la restitution d'environ 31.000 hectares de forêts actuellement en cours de déboisement irrationnel.

Nous espérons que la solution sera rapidement mise en oeuvre, car il est regrettable que la Société Ingenio de Tabacal, dont la Seaboard est actionnaire principal, ait entrepris de détruire des clôtures traditionnelles, de diviser la communauté et d'intensifier la déforestation de façon irréversible, au préjudice de la biodiversité et du maintien du potentiel agroforestier de la zone. Ces provocations ont suscité un réflexe de défense non violente de la communauté, consistant à barrer un chemin vicinal pour défendre l'accès aux engins de déboisement, qui a été réprimé par un emprisonnement excessif et discriminatoire de quatre responsables pendant treize jours. Cette escalade mobilise le soutien de l'ensemble des indigènes de la région du nord-ouest argentin, et laisser grandir cette tension ne pourrait qu'aboutir à d'énormes impasses politiques, sociales et économiques.

Nous croyons que seuls le respect du droit et le développement durable des communautés, à travers la restitution de leurs terres et le respect de leurs propres formes d'organisation et de gestion de leur avenir, est de nature à apporter des ressources décentes à l'ensemble des familles concernées. C'est en ce sens que les ONG et municipalités de notre pays leur adressent un soutien solidaire, de longue durée, respectueux de leurs rythmes, avec l'appui de notre Ministère de la Coopération et de cofinancements de la Commission Européenne.

Suivent les signatures de 39 députés

*C*arta de los diputados luxemburgueses al Presidente Menem y al Sr. Bresky

En calidad de Parlamentarios del Gran Ducado de Luxemburgo, nos adherimos a las Resoluciones e iniciativas del Municipio de Roeser para apoyar el derecho a la tierra y a la identidad cultural de la comunidad Kolla de la Finca San Andrés de Orán, provincia de Salta, Argentina.

Pedimos al Presidente de la República Argentina y al Presidente de la sociedad Seaboard Corporation de los Estados Unidos de América que busquen activamente una solución que respete el derecho de esta Comunidad indígena, definido en la Constitución argentina, a recuperar sus tierras ancestrales siguiendo los trazados existentes antes de su entrega en 1930 al Ingenio y Refinería San Martín de Tabacal, o sea, la totalidad de las tierras designadas con el nombre de Finca San Andrés. Ello implica, pues, el respeto de las Leyes nacionales (n° 24.242) y de los Decretos provinciales (n° 2.845/86 y n° 2.437/97) ya establecidos en este sentido, pero también la restitución de alrededor de 31.000 hectáreas de bosque sometidas actualmente a una deforestación irracional.

Esperamos que la solución se ponga rápidamente en práctica, puesto que es lamentable que la sociedad Ingenio de Tabacal, de la que Seaboard es la principal accionaria, haya emprendido la destrucción de las cercas tradicionales, la división de la Comunidad y la intensificación de la deforestación de forma irreversible, en perjuicio de la biodiversidad y del mantenimiento del potencial agroforestal de la zona. Dichas provocaciones han suscitado un reflejo de defensa no violenta de la Comunidad indígena, que intentó cortar el paso de un camino vecinal para impedir el acceso de la maquinaria de deforestación, lo que fue reprimido con el encarcelamiento prolongado en exceso y discriminatorio de cuatro responsables indígenas durante trece días. Estos hechos han movilizado en su apoyo al conjunto de los indígenas de la región del noroeste de Argentina, por lo que dejar crecer dicha tensión no podría desembocar sino en un callejón sin salida a nivel político, social y económico.

Creemos que únicamente el respeto del Derecho así como el desarrollo durable de las comunidades mediante la restitución de sus tierras y el respeto a su forma propia de organización y decisión sobre su futuro pueden encaminar a proporcionar los recursos necesarios para el conjunto de las familias afectadas. Es en este sentido que las Organizaciones No Gubernamentales y los Municipios de nuestro país les mandamos nuestro apoyo solidario, comprometido y respetuoso de su realidad, con el respaldo de nuestro Ministerio de la Cooperación y de la cofinanciación de la Comisión Europea.

Siguen las firmas de 39 diputados

Visite des délégués Kollas à Roeser

En octobre 1996, Roeser reçoit la troisième délégation Kolla. Grâce au principe de renouvellement des délégués, le nombre de membres de la communauté qui découvrent le Grand-Duché et Roeser, augmente régulièrement. Ces visites mutuelles manifestent à la fois la cohésion des communautés et la richesse des groupes qui les composent des deux côtés.

En 1992, Serafina Cruz de Río Blanquito, Cesáreo Condori de Los Naranjos et David Ontiveros de Angosto de Paraní ont signé le contrat de partenariat avec les onze conseillers de Roeser. Antonio Reiser les accompagnait.

En 1994, Anastasio Vilca Condori, Président de l'association des indigènes (association civile constituée en attente de l'enregistrement officiel de la communauté au Registre des communautés indigènes de Salta), et Ceferino Zarate, secrétaire général, tous les deux résidents à Orán, étaient accompagnés de Fidel Canaviri de Angosto de Paraní, Cecilia Cruz de Río Blanquito et Eusebio Condori de Los Naranjos.

En 1996, Elena Rodríguez était la première représentante de San Andrés même. Elle était accompagnée de Nativo Nieva, comptable de l'association à Orán, de Enrique Canaviri de Angosto de Paraní, de Pastor Quipildor de Río Blanquito et de Eusebio Condori, qui a remplacé en dernière minute un jeune de Los Naranjos dont le passeport n'a pu être prêt à temps.

En septembre 1998, nous attendons Dionicia Condori de Los Naranjos, Vicente Cruz de Río Blanquito, Samuel Canaviri de Angosto de Paraní, Benjamín Sánchez de San Andrés et José Antonio Vilca de Orán.

Au total, dix-sept représentants auront visité Roeser et rencontré les conseillers de la commune, les militants des ONG engagées, mais aussi bon nombre d'habitants de la commune, en particulier ceux qui sont actifs dans les clubs et associations mobilisés pour les accueillir chaleureusement.

Lors de chaque visite, la plupart des clubs de Roeser offrent leur concours pour accueillir les délégués d'une façon particulière et leur proposent par exemple une promenade, un banquet, une visite d'un local du club, ou encore la participation à une activité régulière ou exceptionnelle.



Il faut citer à ce titre et sans rang de préférence, les scouts qui ont prêté leur local pour les séjours des délégués, le Cercle avicole, Fraen a Mammen, le Désch-Tennis, les Amiperas, la Protection de la Nature, le Kutschemusée, l'Entente des Clubs, les Pompiers, l'Harmonie Municipale, la Garderie du Foyer de la Femme, Gaart an Heem et le Club Video Flash qui filme une bonne partie des activités pour restituer des résumés filmés. Et comment ne pas craindre d'en oublier l'un ou l'autre? Dès à présent, nous nous en excusons. Parmi les souvenirs d'octobre 1996, reste à souligner entre autre la visite de la délégation Kolla à la préparation du «Viiz» (un jus de pommes «nature», fabriqué artisanalement et vendu sans conservateurs - voir photo *page 4*).

Le rêve serait de pouvoir associer l'un ou l'autre club d'artisans des deux côtés pour des échanges ou activités communes. Hélas les distances ici ne sont pas un vain mot; la découverte mutuelle devra prendre du temps et passer par bien d'autres étapes où les délégués devront continuer de transmettre des informations et surtout des sentiments.

Visitas de los delegados Kollas a Roeser (resumen):

Varias delegaciones Kollas han visitado Roeser desde 1992; la próxima debe llegar en septiembre de 1998. En total han sido 17 invitados distintos, 4 mujeres entre ellos, que pudieron descubrir no sólo Roeser sino también Luxemburgo y una pequeña parte de Europa. En Roeser contribuyeron a dar a conocer la Argentina, sus gentes, su cultura, su medio ambiente y las dificultades particulares ligadas a la historia de la colonización y del desarrollo. Estos intercambios no consiguieron corregir de forma inmediata la gran diferencia existente entre el nivel de vida de los habitantes de Roeser y de las aldeas de la Comunidad Kolla, ni hacer llegar a todos los vecinos de Roeser la gran riqueza cultural de los Kollas y de su medio ambiente, pero son indispensables para crear una dinámica de descubrimiento y de reconocimiento mutuos. Con la presencia activa de sus miembros en los diversos encuentros, las asociaciones de Roeser participaron en esta dinámica de solidaridad.



Visita del senador León (resumen):

El senador León, en tanto que Secretario de la Comisión de los Pueblos Indígenas del Senado argentino, pudo constatar las intenciones del Municipio de Roeser en el curso de la visita que nos brindó con ocasión de su paso por Europa. Le impresionó la motivación de los luxemburgueses y, basándose en documentos del Municipio, de las Organizaciones No Gubernamentales (ONG) y del Parlamento luxemburgués, escribió al Defensor del Pueblo argentino pidiéndole que verificara cuáles eran las razones del retraso y de las complicaciones que afectaban al proceso de restitución de sus tierras ancestrales a la Comunidad Kolla. El senador subrayó en dicho documento el mal irreversible que causa a la Yunga la deforestación practicada por el Ingenio del Tabacal y por la Seaboard Corporation, y pidió al Defensor del Pueblo que se aclararan los posibles fallos cometidos por funcionarios en el ejercicio de su función.



6

Le Sénateur argentin León est l'un des auteurs de la loi de base des indigènes (loi n° 23.302). Ce document est primordial pour les droits des indigènes, il a été confirmé par la Constitution argentine sur les points fondamentaux, à savoir : le droit à la récupération des terres ancestrales et le droit à une culture et à un enseignement bilingue. La loi est plus explicite dans le détail des mesures à prendre par l'Etat pour permettre l'exercice de ces droits. Elle a prévu en particulier la création de l'INAI (Institut National des Affaires Indigènes), chargé entre autres de la création des registres provinciaux des communautés indigènes. Le Sénateur, actuel Secrétaire de la Commission des Peuples Indigènes du Sénat, reste extrêmement vigilant quant à l'application de la loi et quant aux manipulations que pourraient subir les indigènes, y compris de la part des politiques, des étrangers et des sociétés qui pourraient convoiter leurs ressources potentielles. C'est cette vigilance qui l'a conduit à s'informer plus amplement au sujet des objectifs du partenariat de Roeser avec les Kollas de la Finca San Andrés de Orán. Saisissant cette occasion et l'opportunité d'un passage en Europe, la commune de Roeser a invité le Sénateur et son épouse à découvrir le Luxembourg et à rencontrer les personnes de la commune et des ONG qui soutiennent les Kollas. Cette rencontre s'est déroulée sur trois jours et a permis de visiter Roeser, Echternach (un groupe de cette ville soutient les indigènes Guaranis de Misiones en Argentine) et Luxembourg. Une ONG de Liège, en Belgique, active dans la Province du Chaco, dont le Sénateur León est originaire, l'a également rencontré à Luxembourg.

Au terme de son voyage à Roeser, le Sénateur a rédigé une lettre au Défenseur du peuple argentin dont nous citons les principaux extraits. Elle appuie les revendications de la communauté face aux entreprises qui déboisent ses terres et au retard pris par l'administration dans leur restitution effective. Une photo restitue l'ambiance très cordiale de la rencontre avec le conseil municipal.

*Le Sénateur León, le Bourgmestre et Mme le Conseiller
El senador León, el alcalde de Roeser y una concejala*

L Lettre du Sénateur León au Défenseur du peuple (extraits)

Buenos Aires, le 17 juin 1997

Au Dr. Jorge Luis Maiorano
Défenseur du peuple

Monsieur le Défenseur,

Je m'adresse à vous pour vous faire part de plusieurs inquiétudes transmises par différentes organisations lors de mon récent voyage au Grand-Duché de Luxembourg. Je crois que ces faits méritent mon intervention afin qu'ils puissent trouver une solution favorable.

En premier lieu, suite au jumelage entre la commune de Roeser avec les communes de la communauté Kolla dans la vallée de la Zenta, Province de Salta, on m'a remis des copies des notes qui vous ont été envoyées par le Président du Parlement luxembourgeois, le groupe parlementaire des partis socialistes européens, la commune de Roeser et l'ONG «Action Solidarité Tiers Monde, Asbl». Dans ces écrits il est dénoncé la non-application de la loi n° 23.302. (...)

Bien que le procès concernant l'expropriation ait commencé, l'administration de la fabrique de San Martín del Tabacal persiste à faire, systématiquement et sans raison, des coupes d'arbres sur les terres sujettes à expropriation, par l'intermédiaire des entreprises Sival et Madenor. C'est pourquoi je sollicite votre intervention immédiate face aux dommages irréparables causés à l'écosystème. (...)

Je dois également solliciter votre intervention pour qu'une analyse approfondie soit faite à propos des terres qui ont fait l'objet d'une donation à la Province de Salta et que cette dernière a acceptée par le décret n° 2.485 en 1986, ratifiée à son tour par le décret n° 2.437

de cette année, malgré la demande en nullité de la donation présentée par les sociétés «San Andrés SA», «Zenta SA», l'administration de la fabrique et «Raffinerie San Martín del Tabacal SA» peut-être à cause du passage du gazoduc à construire et des droits qu'il faudrait payer aux communautés qui résident dans cette contrée, reconnues comme propriétaires d'après l'article 75, alinéa 17, de la Constitution nationale. (...)

Il faut donc, après analyse, se demander si nous sommes confrontés à un délit de violation des devoirs de fonctionnaire public et peut-être à d'autres délits mentionnés dans le Code Pénal et les lois nationales, vu que, face à toutes ces anomalies juridiques de la part de l'entreprise citée et du fait de la donation des terres (donation acceptée par la Province, je le répète), on ne peut pas expliquer comment la société privée nord-américaine Seaboard peut apparaître comme propriétaire d'après le Cadastre.

Cette situation s'est encore aggravée récemment lors de la détention de quatre dirigeants des communautés affectées lorsqu'ils se rendaient à Orán afin de faire activer l'application de la loi et l'action du Pouvoir exécutif de Salta.

Dans l'attente de votre réponse...

signé : Luis A. León
Sénateur National



Lettre des délégués de Roeser en visite à San Andrés

Fax envoyé sur le vif pour informer les partenaires luxembourgeois

Orán, le 29 août 1997

A la commune de Roeser
A. S. T. M. et autres

Rapport de la situation actuelle :

SAN ANDRÉS : la situation est critique. Les frères qui surveillent le moulin souffrent tous les jours d'agressions verbales et psychologiques de la part de M. Montalbán, bien que des fonctionnaires de l'INAI aient vérifié la situation sur place.

Le projet devrait continuer comme prévu initialement, tenant compte qu'il a été commencé en janvier (achat de deux taureaux, dont l'un est déjà mort, et achat de semences).

CUESTA CHICA : la situation reste la même qu'au début du mois d'août. Des frères des quatre communautés gardent le terrain avec vingt personnes par village. Tous les quinze jours a lieu une relève. On prévoit de construire une maison avec jardin pour renforcer la défense de leurs terres tant que durent les gestions.

BUENOS AIRES : la caravane dans la capitale a dénoncé devant le Secrétariat des Ressources Naturelles et Développement Durable de la Nation, l'exploitation irrationnelle qui se fait actuellement dans les forêts des communautés, sous la direction de la firme Seaboard Corporation. Greenpeace-Argentine a constaté que Seaboard

n'a pas effectué d'études d'impact sur l'environnement dans la Finca San Andrés. Néanmoins, les communautés sont déjà en train de réaliser de telles études et prévoient de commencer un projet de gestion intégrale avec la coopération des groupes écologistes de Salta, l'Université de Salta et autres.

RELATIONS AVEC L'INGENIO :

Après deux longues réunions entre l'entreprise et la communauté avec la médiation de l'INAI, à Buenos Aires, aucun accord favorable n'a été obtenu. La position de la firme est de maintenir le contrôle des terres jusqu'aux ultimes conséquences, en maintenant son administrateur à San Andrés (Montalbán). De même, l'entreprise a manifesté clairement son objectif de continuer l'exécution de ses projets.

La proposition de la communauté est de retourner à la situation de décembre 1969, quand il n'y avait pas d'employés de la firme à San Andrés, ni coupe intensive de bois, ni l'occupation par les Kollas de la route au lieu dit «Cuesta Chica». A partir de cette situation, on pourrait commencer à travailler dans un cadre légal afin de régler les différends.

Faute d'accord entre les deux parties, il a été décidé de soumettre des propositions écrites à l'INAI pour analyse, en vue d'une troisième réunion de négociation.

La caravane à Buenos Aires continue à avoir divers contacts, en vue de sensibiliser les législateurs pour provoquer une expropriation des terres restantes, ce qui garantirait la paix et la tranquillité sociale des communautés. A cette fin, le docteur Zabaleta a établi un rapport juridique qui a été transmis à Tinkunaku.

Les représentants Kollas à Buenos Aires ont transmis un document à l'ingénieur Merenson (Directeur des Ressources Naturelles Natives), exposant leur problématique et réclamant sa prise de position.



SITUATION GLOBALE :

Malgré la situation tendue dans laquelle vit la communauté, les projets en cours sont en voie d'exécution. Quant à la ré-affirmation de leurs droits sur leurs terres, la caravane à Buenos Aires retournera quand la situation sera satisfaisante. Il est prévu d'intensifier les contacts politiques une fois passées les élections (fin octobre).

En ce qui concerne le projet à présenter au Secrétariat des Ressources Naturelles, ils pensent que des changements importants vont se réaliser en relation avec le développement de l'économie communautaire actuelle, étant donné que le projet proposé prévoit la gestion intégrale des ressources comme l'élevage, la forêt, l'agriculture et autres.

D'un autre côté, fruit du travail avec l'INAI, ils ont obtenu une coopération économique en faveur d'étudiants provenant des communautés de troisième degré (cours de spécialisation, universitaires et autres) pour onze élèves, avec un montant de 200 \$ par mois pour l'exercice 1997, et les bourses ont été distribuées le jour même.

De notre part, nous avons eu des rendez-vous avec le Bourgmestre Eliseo Barbera, l'évêque, le Directeur de l'Université de Salta à Orán, le Directeur de l'Hôpital d'Orán et le Commandant de la Gendarmerie (chargé de l'évacuation aérienne des malades en été). Demain, samedi, on retourne à San Andrés et Cuesta Chica pour un jour.

Dimanche, on espère assister à la fête patronale d'Orán (San Ramón) et le soir on part vers Salta pour deux à trois jours. Là, on a des rendez-vous avec le groupe écologiste

Yaguareté, l'Université Catholique, l'Université Nationale et le Ministre de la Province, M. Torino, entre autres.

On vous a envoyé en annexe la lettre de la communauté au Président des Etats-Unis, qu'ils ont présentée à l'Ambassade à Buenos Aires. La commune de Roeser pourrait transmettre un texte semblable à l'Ambassadeur des Etats-Unis à Luxembourg.

Bonne fête à tous les Raymond : Becker, Klein, etc.

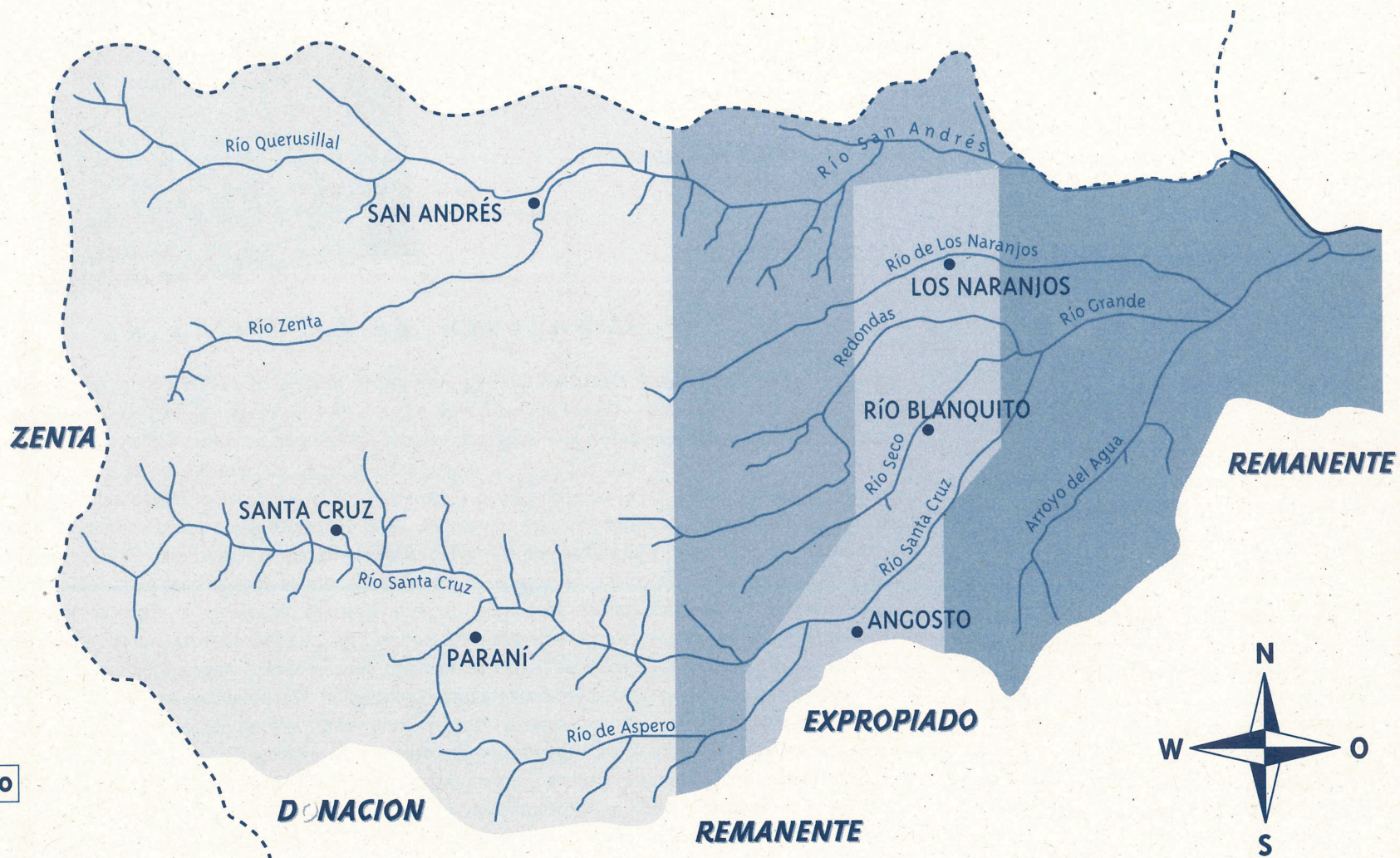


Contexto de la visita de 1997:

A finales de 1996 comenzó un período muy difícil, durante el cual la Comunidad perdió la esperanza de poder recuperar sus tierras por medios pacíficos y sin mayores penas. La Seaboard instaló un intruso, Montalbán, en la aldea de San Andrés para ganarse la voluntad de las gentes con vistas al desarrollo del turismo en la zona. A la resistencia de la Comunidad él respondió con violencia y con insultos constantes, llegando a destruir el cercado que la Comunidad había alzado en el marco del proyecto de desarrollo rural en curso y de hacer derribar por vía judicial el Centro de salud que la Comunidad estaba construyendo sin autorización oficial. Posteriormente la Seaboard intensificó la deforestación y los indígenas se concentraron masivamente en el camino para oponerse de manera pacífica al paso de las máquinas, lo que desembocó en el encarcelamiento de cuatro de ellos. Después de una visita sobre el terreno del Ministro del Interior de Salta, y en espera de una solución incierta, los Kollas se instalaron en Cuesta Chica para impedir a la Seaboard el acceso a las tierras de montaña, que les habían sido cedidas en 1986. A partir de ese momento empezaron a ver que únicamente una expropiación de la totalidad de la Finca San Andrés en su favor podría alejar a la Seaboard y que era necesario convencer a los políticos de esta idea, yendo a su encuentro a Salta y a Buenos Aires, apoyados por la presencia de la delegación de Roeser. Pero a la llegada de Francis, George y Núria, parecía que esta tercera gran manifestación en Buenos Aires iba a quedar sin una respuesta inmediata. La delegación se entrevistó con distintos responsables políticos federales, provinciales y locales, así como con grupos ecologistas. George pudo realizar su película sobre la vida y las costumbres de los Kollas y obtuvo también imágenes de los parajes deforestados. El resultado es un video de 22 minutos titulado «Vida y tierra de los Kollas». Dos puntos evocados en el informe de Francis y Núria se desarrollan más adelante: la salida de Montalbán y la preparación del proyecto de diagnóstico de la Finca.

MAPA de la FINCA SAN ANDRÉS/ORÁN/SALTA

Carte du territoire ancestral de la communauté Kolla Tinkunaku



IO

escala/échelle : 1 cm=2,7 km

Institut National des Affaires Indigènes

Lettre de l'INAI communiquée par l'Ambassade argentine à Bruxelles

Les faits :

La loi nationale n° 24.242 établit effectivement l'expropriation de 19.000 hectares de terres. Le montant de la mise à prix fut déposé en banque par le Gouvernement national et refusé par l'entreprise de génie civil (dossier «Etat National - Secrétariat au Développement Social de la Nation vs Génie Civil et Raffinerie San Martín de Tabacal/ Expropriation»). L'expropriation eut lieu en tenant compte de la donation de 79.000 hectares faite par l'entreprise de génie civil en faveur des communautés Kollas avec l'accord de la Province de Salta (décret n° 2.845/96).

Lorsque le dossier des titres de San Martín de Tabacal fut vendu à l'entreprise de Seaboard, il ne figurait pas dans l'inventaire de l'entreprise de génie civil puisqu'il avait été donné. Cependant, Seaboard voulut révoquer la donation pour inexécution, l'action étant rejetée par le Gouvernement de Salta (décret n° 2.437/97). L'entreprise fit appel et le juge Bru établit une mesure de non-lieu contre laquelle le gouvernement provincial doit interjeter appel.

En bref, les communautés ont le droit et occupent les 79.000 hectares de la partie supérieure de la Finca et les 19.000 hectares expropriés; leur appropriation définitive est entre les mains de la justice et soumise au résultat des procès en cours.

Les actions du Gouvernement national :

Le Secrétariat au Développement Social, à travers l'INAI, a pris plusieurs initiatives depuis quelques mois pour rapprocher les parties divergentes, par le biais d'un entretien entre le Directeur de l'INAI et le Ministre du Gouvernement de la Province de Salta - Monsieur Miguel Ángel Torino - concernant la procédure juridique à suivre, impliquant de cette manière la participation du Gouvernement national. Et, à son tour, d'un entretien avec les dirigeants des communautés et leurs conseillers juridiques à propos des démarches nécessaires pour accéder à leur demande.

15 juillet 97

En outre, des démarches furent entreprises en faveur de l'intervention du Défenseur Général de la Nation - Ministère Public - qui a récemment chargé le Défenseur Officiel de la Province de Salta - Monsieur Martínez Gallardo - de résumer la situation, raison pour laquelle il a pris contact avec l'INAI et avec un des conseillers juridiques des communautés, Monsieur Eulogio Frites. Ceci dans l'espoir que se concrétise la demande de certains dirigeants des communautés Kollas pour que le Défenseur Général de la Nation assure personnellement leur défense dans le but de garantir la pleine application de leurs droits sur la terre.

L'attribution des terres dans d'autres provinces et la signature de conventions pour délimiter plus de 2.000.000 hectares de terres à travers le pays, constituent des pas concrets qui illustrent la décision politique du Président de la Nation de respecter les dispositions comprises dans la Constitution nationale. En effet, ce 25 octobre dernier, Monsieur Carlos Menem, à Cushamen dans la Province de Chubut, déclara textuellement : «...pour cette raison je crois qu'il s'agit strictement de justice, non pas leur donner la terre mais leur rendre la terre que nous savions leur appartenir à une autre époque».

Texto del INAI sobre la situación de los Kollas (resumen):

En respuesta a una carta de la Comuna de Roeser al Presidente de la República Argentina, el embajador de Argentina en Bruselas comunicó al alcalde de Roeser un texto del INAI que describe la situación territorial. Esta carta confirma que los Kollas detentan el disfrute de las tierras expropiadas (parte baja) y de las donadas (tierras de montaña), pero que las decisiones judiciales no han sido tomadas aún definitivamente. La carta terminaba resaltando la voluntad del Presidente argentino, basada en la propia Constitución y expresada ya anteriormente en relación con otros casos de devolución a los indígenas de sus tierras ancestrales, a saber, que no se trata simplemente de una restitución: «es un acto estricto de justicia, no se les da la tierra, sino que les devolvemos la tierra que sabemos que en otro tiempo les perteneció».

Historia de una campaña: Greenpeace

Greenpeace

- Junio de 1994: el Director Ejecutivo de Greenpeace Argentina es invitado a la Finca San Andrés por la Comunidad Kolla.

- Junio de 1997: representantes de la Comunidad Kolla denuncian la tala de 3.000 ha en sus tierras por parte de los nuevos dueños del Ingenio y Refinería San Martín del Tabacal, la compañía estadounidense SEABOARD en la Finca San Andrés en Orán, Salta, cuya propiedad se disputan la Comunidad Kolla y la empresa San Martín del Tabacal. Las tierras fueron donadas a la Comunidad Kolla por el ex gobernador de Salta, pero su titularidad nunca fue traspasada.

- Agosto de 1997: Greenpeace denuncia ante las autoridades nacionales que la tala sobre 3.000 ha se estaba realizando sin un estudio de impacto ambiental previo.

- Noviembre de 1997: las Autoridades Nacionales de Flora y Fauna y el Director de Recursos Forestales Nativos de la Nación realizan un viaje a la zona y la tala se detiene.

- Enero de 1998: Greenpeace se reúne con las empresas Nor Andino y Techint y recibe una copia del estudio de impacto ambiental realizado por la consultora de Techint, Brown and Caldwell, para la construcción del cuestionado gasoducto.

- Febrero de 1998: luego de evaluar el estudio de impacto presentado por Techint, Greenpeace y la ONG salteña Yaguareté se reúnen nuevamente con la empresa para expresar su oposición a la traza del gasoducto.

12

La traza elegida **sí destruye la selva de Yungas**. La empresa **sí utilizará explosivos dentro del corredor biológico** en los cerros con postizal de

neblina. La Yunga no es solo la parte de selva y bosque, los altos pastizales son el hábitat de la taruca (*Hippocamelus antisensis*) que, al igual que la ballena franca austral, está declarada monumento nacional (ley nº 24.076 de 1996). Según el Dr. Ricardo Ojeda, investigador del CONICET especialista en biología de vertebrados de Yungas, la taruca posee los índices más altos de vulnerabilidad y la Sociedad Argentina para el Estudio de los Mamíferos la ha clasificado como amenazada de extinción.

- 11 de marzo de 1998: Greenpeace realiza una protesta en el ENARGAS (Ente Nacional Regulador del Gas) solicitando la no aprobación de la traza del proyecto para la construcción del gasoducto Nor Andino al señalar que cortaría transversalmente la selva en dos. Elige al «Yaguareté» (jaguar) como símbolo de las especies amenazadas por el proyecto. Greenpeace recuerda que existe un segundo gasoducto entre Campo Durán y Antofagasta cuya traza tiene menor impacto ambiental y evita el corredor biológico de Yungas, y que tanto el Secretario de Energía de la Nación, Alfredo Mirkin, como su par chileno, Alejandro Jadressic, manifestaron que un solo gasoducto abastecería las demandas generadas por el sistema interconectado del norte de Chile.

- 6 de abril: Greenpeace y miembros de la Comunidad Kolla de San Andrés entregan a las autoridades del ENARGAS más de 15.000 faxes enviados en dos días por la gente pidiendo a ese organismo que no apruebe el paso del gasoducto por la selva de Yungas.

- 14 de abril: Greenpeace presenta ante el ENARGAS un pedido formal de convocatoria a Audiencia Pública amparado en el artículo 68, inciso 1 de la ley nº 24.076 que dispuso la creación del Ente.

- 20 de abril: tras la realización de una auditoría, el ENARGAS aprueba el proyecto del gasoducto Nor Andino. Greenpeace cuestiona la seriedad de la auditoría al señalar que los estudios de la misma -realizada en 15 días- no se han completado debidamente.

- 14 de mayo: Greenpeace presenta en la Justicia Federal un recurso de amparo solicitando que se detengan las obras de construcción del gasoducto sobre la base de que el ENARGAS no cumplió con la convocatoria a una Audiencia Pública antes de resolver su aprobación.

- 3 de junio: Greenpeace publica en diarios de circulación nacional una solicitada con el título «Enviarle una carta a esta persona puede salvar toda una selva». En ella pide a la gente que escriba al presidente de Techint, Agostino Rocca, para que no construya el gasoducto en la Yunga.

- 4 de junio: Techint publica en diarios nacionales una solicitada con la firma de su presidente, Agostino Rocca, en la que señala que el gasoducto solo afectará en forma directa 0,7 km cuadrados sobre un total de 15.000 km de la selva de Yungas argentina y otros argumentos tendentes a banalizar el reclamo de proteger el arca.

- 5 de junio: Día Mundial del Medio Ambiente. Greenpeace realiza una manifestación en la puerta de Techint para dar respuesta a la solicitada de su presidente, desarticulando punto por punto los argumentos allí citados.

- 16 de junio: la Justicia Federal hace lugar al recurso de amparo presentado por Greenpeace y ordena no innovar, esto es, impide que se inicie la construcción del gasoducto Nor Andino en la selva de Yungas.

Los caminos «ya existentes» que menciona Techint no existen en el área de San Andrés en la zona de postizal considerada un área de alta sensibilidad; allí solo hay un sendero de herradura (no transitable por vehículos). Los caminos ya existentes de la zona de selva deberán ser ensanchados, ya que su estado no es el de una ruta o carretera. Rutas y carreteras deberían ser utilizadas al máximo por Techint de acuerdo con el Compromiso Ambiental de Tractebel, principal accionista de Nor Andino, publicado en Bruselas (Bélgica) el 25 de mayo último.

GREENPEACE ESTABLECE UNA «ESTACIÓN SELVÁTICA» EN LAS YUNGAS

Greenpeace reiteró que la única manera de proteger la selva es crear un corredor biológico que una los Parques Nacionales de Baritu (Salta) y Calilegua (JuJuy). La Administración de Parques Nacionales acaba de recibir la aprobación de financiamiento internacional para crear ese corredor y debería expedir su posición con respecto al impacto del gasoducto sobre el mismo.

Buenos Aires, 30 de julio de 1998.

En una conferencia de prensa realizada en su sede Greenpeace anunció hoy la creación de una «estación selvática» en las Yungas salteñas con el fin de dar testimonio de la destrucción que allí ocasionará, a lo largo de 70 km de traza, la construcción del gasoducto Nor Andino a cargo de la empresa Techint. La organización ecologista y la

Comunidad Kolla están impedidas desde fines de abril, por orden de la Justicia Federal de Salta, de realizar protestas o acciones que sean consideradas «vías de hecho que perturben la normal ejecución de la obra» bajo



apercibimiento de ser procesados por el delito de desobediencia, que se castiga con una pena de prisión de hasta cuatro años. Greenpeace logró suspender la obra entre el 22 de abril y el 24 de julio a través de una acción de amparo, medida que fue dejada sin efecto por la Cámara de Apelaciones en lo Contencioso-Administrativo por entender que la prohibición emanada de la Justicia Federal de Salta comprende también la de

cuestionar judicialmente el gasoducto Nor Andino. La resolución, llamativamente, no hace ninguna mención al impacto ambiental de la obra ni a los vicios que afectan la aprobación del proyecto por el ENARGAS, que omitió convocar en forma previa a una Audiencia Pública.

«El objetivo central de la estación selvática será documentar fotográfica y fílmicamente la destrucción de la zona para que la exposición pública del sacrificio de la selva haga recapacitar a Techint y provoque el desvío de la traza hacia el sur. Todavía estamos a tiempo de producir ese cambio», sostuvo Martín Pricto, director ejecutivo de Greenpeace.

Résumé en français :

Greenpeace a été alerté par la communauté Kolla des menaces pesant sur la Yunga dans le périmètre de la Finca San Andrés. Les premiers contacts remontent à 1994 à l'occasion des déforestations conduites par l'Ingenio del Tabacal. Après l'arrivée de la Seaboard les autorisations de déboisement accordées, furent encore plus importantes quant aux volumes déboisés. Ceci parut suspect et sans rapport avec l'intérêt de la Yunga du point de vue de la biodiversité.

Avec le projet de gazoduc, une nouvelle fois les autorités ont été gravement prises en défaut, puisque la juge Córdoba a fait droit à la plainte de Greenpeace contre ENARGAS, pour avoir négligé certains aspects de la procédure, en particulier l'appel d'une audience publique avant décision. Le jugement était motivé par une évaluation des destructions irréversibles qui seraient infligées à cette région très sensible en tant que corridor biologique entre deux parcs naturels existants déjà, ceux de Baritu et Calilegua. Comme malheureusement cette décision a été cassée en appel, Greenpeace a décidé d'installer un observatoire forestier, destiné à rendre publiques toutes les opérations de destruction de la forêt et de l'écosystème de la Yunga.



Action de coopération cofinancée par le Gouvernement luxembourgeois

La communauté Kolla a réuni les éléments d'un budget destiné à financer cinq actions : quatre projets économiques et sociaux dans les villages et un projet global, coopératif, culturel, organisationnel et juridique.

Les fonds ont été recherchés auprès des ONG (Action Solidarité Tiers Monde, Solidaresch Hellef Réiserbann et Chiles Kinder), de la commune de Roeser, du Gouvernement luxembourgeois et de la Communauté Européenne. La démarche de conception et de formulation des demandes s'est étalée d'octobre 1995 à juin 1997. L'eau potable, priorité initiale, devrait être installée par la Province. Chaque village a donc pu mettre l'accent sur une ou plusieurs actions de développement communautaire.

L'action communautaire globale devait couvrir :

- des actions juridiques pour la récupération des terres, la protection des forêts et l'amélioration de l'organisation communautaire;
- des actions de formation des cadres et la création de quatre bourses à roulement trimestriel qui permettront à des jeunes d'étudier en ville pour revenir ensuite dans les communautés en tant que futurs cadres paysans ou artisans;
- des actions de défense de la culture traditionnelle :
 - à l'occasion de la semaine de l'Indio à Orán,
 - en organisant des cours de langue quichua,
 - en soutenant la création d'un groupe de musique traditionnelle;
- des actions coopératives dans un fond de roulement pour l'achat des vivres destinés aux réfectoires des écoles et pour la vente des agrumes;
- des frais de fonctionnement (voyages au niveau provincial, frais d'immeubles, d'administration et de comptabilité).



Les projets des villages couvrent respectivement :

A **San Andrés**, des actions d'élevage et de reconstruction d'infrastructures ancestrales, dont le moulin.

A **Los Naranjos**, des petits crédits pour stimuler la production artisanale et des travaux d'irrigation communautaire.

A **Río Blanquito**, l'installation d'une adduction d'eau impliquant des travaux de captage résistant aux crues, avec l'irrigation d'une «chacra communautaire», et la production de bancs d'école, avec la participation des enfants et des artisans de la communauté.

A **Angosto de Paraní**, la mise en valeur de terres cultivables sur une zone de 100 hectares, et la mise en place d'installations communautaires permettant le développement de productions diverses, notamment horticoles.

Resumen del proyecto en curso:

El proyecto en curso fue aprobado por el Gobierno luxemburgués en 1996; la respuesta de la Comunidad Europea se hace esperar aún. En el marco de este proyecto, se ha previsto financiar acciones de desarrollo económico en las aldeas (decididas a nivel local por cada aldea por un presupuesto igual para todas, y encaradas a la producción agrícola, de frutales, la ganadería, la artesanía o la cultura) y acciones de organización global de la Comunidad (formación de responsables, acontecimientos culturales, organización comunitaria y cooperativa, defensa jurídica). Las acciones se desarrollarán a lo largo de 3 años, y en su preparación se ha invertido más de un año. Todas las actividades se llevan a término de manera democrática y responsable. Las cuentas son rendidas con rigor: se establecen listas de gastos que son verificadas por un contable profesional. El Gobierno luxemburgués lo seleccionó entre los proyectos de la cooperación luxemburguesa para realizar una auditoría, que se llevará a cabo en octubre próximo. Los criterios de elección del proyecto y la participación de los beneficiarios son los aspectos más importantes a examinar.

projet

Proyecto en vistas

DIAGNÓSTICO DE LA FINCA SAN ANDRÉS

Superficie a relevar: 13.000 ha

Tiempo aproximado del diagnóstico: 6 meses

Antecedentes: El presente proyecto se realiza a solicitud de la organización Tinkunaku. Para la confección del mismo se reunieron técnicos de la Universidad Nacional de Salta, del INTA y de la organización ecologista Yaguareté.

Fundamentación: la realización de un diagnóstico al nivel de detalle de todos los aspectos involucrados en la economía, la cultura y las cuestiones socioproductivas es la base necesaria e imprescindible para trabajar una propuesta de desarrollo con los pobladores de la zona. La Finca San Andrés alberga a un importante número de familias campesinas Kollas que conservan rasgos culturales que les permiten sobrevivir en armonía con la gran biodiversidad de las Yungas. Mantener esa armonía significa, entre otras cosas, elaborar propuestas técnicas que permitan a este pueblo seguir viviendo dignamente aprovechando los recursos naturales disponibles pero con una actitud clara y comprometida para la conservación de la selva.

Metodología: se propone un diagnóstico exhaustivo con relevamiento de la información secundaria de la Finca (no es muy abundante), estudios dentro de la misma y trabajo de gabinete. El trabajo será ejecutado por especialistas de diversas disciplinas con experiencias de trabajo con comunidades campesinas.

1- Topografía, suelo, vegetación:

En cada uno de los ambientes que componen la Finca, se trata de conocer a nivel de detalle la ubicación y magnitud de los accidentes topográficos más relevantes, la composición y características de los suelos y la composición vegetal del bosque, las especies predominantes, el estado actual del bosque, el volumen de madera de las principales especies, y la regeneración del bosque.

2- Caracterización de la cuenca, agua, erosión:

Se caracteriza la Finca a nivel de cuenca, confeccionando mapas a nivel de detalles con la ubicación de los ríos, quebradas, arroyos, etc. En todos los casos se medirán caudales, posibilidades de aprovechamiento, avance de los procesos de erosión, estado de las riveras, etc. Se medirá el riego actual y potencial de acuerdo con la disponibilidad de agua superficial y subterránea.

3- Diagnóstico de fauna:

Se realizará un estudio exhaustivo de la fauna del bosque incluyendo las posibilidades de pesca, mieles y otros recursos.

4- Estudio socioeconómico:

Se averiguará toda la información relacionada con aspectos económicos, productivos, sociales y culturales. Algunos de los temas a indagar son:

- número de habitantes de San Andrés, familiares fuera de la Finca que regresarían en caso de solucionarse la situación de tenencia, comprensión de los distintos segmentos poblacionales: niños, jóvenes, adultos, ancianos; mujeres y barones
- vivienda, distribución espacial de la tierra, cultivos, especies, superficies
- distribución de las principales tareas, tecnología utilizada, redes sociales, fiestas y celebraciones
- organización social del trabajo, mano de obra familiar y otras formas, trabajo extrapredial, manufacturas, comercialización de productos, cantidad, calidad, épocas, canales de comercialización
- utilización de la flora para medicina u otros usos.

Resumen del presupuesto:

- 1 - Estudio de topografía, suelo, vegetación: 9.100 \$
 - 2 - Estudio de la cuenca, agua, erosión: 8.000 \$
 - 3 - Estudio de la fauna: 1.000 \$
 - 4 - Estudio socioeconómico: 10.800 \$
 - 5 - Otros costos: 4.600 \$
- Presupuesto estimado total: 43.000 \$

Résumé en français:

Nouveau projet «Evaluation de la Finca San Andrés»

Depuis 1995, les difficultés de faire aboutir la loi d'expropriation rendent une évaluation de la Finca importante :

- elle pourra être opposée à toute procédure qui viserait soit à sous-estimer la fragilité de l'écosystème, soit à surestimer le volume et la valeur marchande des bois commercialisables;

- elle évitera d'éventuelles manipulations de données que l'absence d'étude présentant les caractéristiques sociales, économiques et culturelles de la population Kolla, a rendu possible dans la présentation du dossier du gazoduc à ENARGAS;

- elle permettra de dénoncer d'éventuelles violations de l'équilibre écologique, en s'appuyant sur des recensements de la population humaine, de la flore, de la faune, des ressources en eau et des variations des débits et pluviométries;

- elle permettra de dégager des orientations pour un développement durable de la communauté.

Le projet prévoit en conséquence une étude portant sur ces différents points : population, flore, faune et eaux. Le travail durera six mois, et sera réalisé en partie sur le terrain et en partie en cabinet.





Origen de la cultura Kolla

Con respecto a las más antiguas influencias culturales neolíticas en la República Argentina, las mismas vinieron desde la región andina y se los conoce como «pueblos andinos». Se estima que este poblamiento sucedió en la segunda mitad del primer milenio antes de Cristo.

Los últimos de estos pueblos que vivían y que actualmente viven en la región andina de Sudamérica son, desde el norte de la provincia de San Juan hasta el sur de Colombia: los Araucanos, los Capayanos, los Cacaños o Diaguito-Calchaquíes, los Omapuacas, los Aptamas, los Aymaras, los Quinchuas y otros. Los Omapuacas de la quebrada son los aborígenes andinos que ocupaban el sector septentrional del noroeste argentino.

Los Incas, en su avance con ocupación de territorios y dominación de pueblos, llegaron hasta el límite norte de la región de los Omapuacas. A partir de este momento los Incas trasladaron desde el interior del Alto Perú pequeños grupos de indígenas Churumatas, Paypayas y Chichas; se los trajo en calidad de «mitimaos», es decir, bajo al régimen de trabajo de la «mita» (sistema de trabajo colectivo obligatorio impuesto por los Incas a los aborígenes, mediante el cual se cultivaban las tierras reservadas para el beneficio directo del Soberano, el Inca).

El establecimiento de estos pequeños grupos en la zona se debe también a que fueron traídos para que poblaran y defendieran los territorios incaicos de la zona fronteriza, especialmente del lado de Traija, territorios éstos que estaban siendo amenazados por los Chiriguanoes que resistían al avance de los Incas.

Esta es la situación que encontraron los españoles. Luego de la Conquista, estos grupos fueron dispersados siendo trasladados por todo el

territorio Omapuaca, llegando a poblar algunos alrededores de San Salvador de Jujuy. Con el transcurrir del tiempo fueron asimilados completamente por los Omapuacas.

Entre los elementos culturales estudiados y reconocidos por numerosas investigaciones científicas se encuentran características que establecen esta unidad cultural. Podemos señalar entre estos rasgos la cerámica negro-gris grabada que pertenece al período andino más antiguo, la costumbre de enterrar párvulos en urnas, cántaros o platos de barro y la alfarería de tipo incaico que representa el período más nuevo, y como estilo más característico y reciente es el de decoración negra sobre fondo rojo.

Todos estos elementos se encuentran en la zona, lo cual señala sin duda una misma profundidad histórica. Basaron su economía en el cultivo de la tierra; antiguamente construyeron andenes a los cuales les incorporaba irrigación artificial para hacerlos aprovechables con la producción agrícola, en las laderas de sus altas montañas.

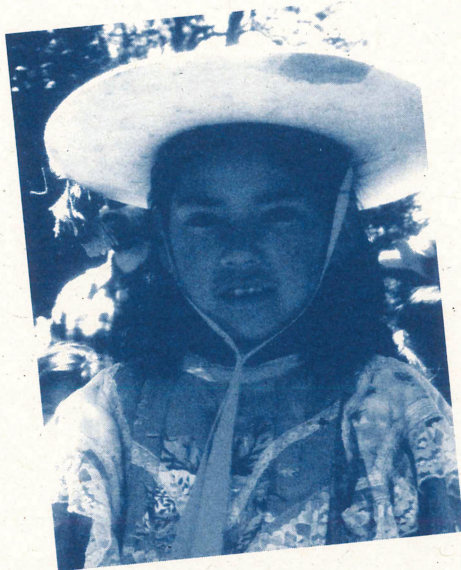
Actualmente, restos de terrazas y vestigios de sus sistemas de irrigación se encuentran en toda la zona y algunos son reconocidos como verdaderas obras de ingeniería. Para trabajar la tierra empleaban como herramientas manuales palas hechas de madera dura o piedra.

Sembraban maíz, papa o quinua, que eran los principales componentes de su alimentación, la cual completaban con el producto de la caza de guanacos, avestruces u otras aves. También criaban llamas, que usaban para el transporte y aprovechamiento de sus lanas; poseían grandes manadas.



Actualmente la ganadería es parte importante de su economía y han establecido un sistema de pastoreo adecuado a las posibilidades de la zona, por lo cual deben trasladarse con su ganado a los lugares de pasto estacional. En la construcción de sus viviendas el estilo actual conserva mucho del de sus antiguos; usaban piedra seca o pirca y, por lo general, tenían planta rectangular.

Lidia Petrona Funes



*«Il faut sauver ces hommes doux et sans haine,
qui sont nos frères d'un autre âge,
et deviendront les frères de notre temps.»*

*«Hay que salvar a estos hombres dulces y sin odio,
que son nuestros hermanos de otra época,
y serán los hermanos de nuestro tiempo.»*

Paul Ohl

Résumé en français :

Populations de la région subandine de l'est de la Province de Salta

Les Kollas de San Andrés appartiennent à une sous-région de la «Quebrada» (vallée) de Humahuaca. Cette ville, située par delà la chaîne Zenta, a gardé le nom ancien des populations andines. Tous les peuples de la région offrent une unité ethnique, qui remonte à l'influence inca. En effet, les INCAS maîtrisèrent la région et lui imposèrent des travaux collectifs au bénéfice de l'Inca. Ils étaient aussi astreints à la défense du territoire contre les Chiriguanos, qui résistaient à l'avancée Inca. Avec l'arrivée des colons espagnols ces populations maintinrent des particularités ethniques qui se retrouvent dans tous les peuples anciens de la région, comme par exemple la céramique noire et grise gravée, remontant à la période andine la plus ancienne, et les poteries décorées de noir sur fond rouge, les plus caractéristiques. Une autre coutume est celle d'enterrer les bébés morts dans des urnes ou des pots de terre cuite.

Leur économie, basée sur la culture de la terre, les amenait à aménager des terrasses irriguées sur le flanc des montagnes; certains vestiges sont encore reconnus comme de véritables oeuvres d'ingénierie. Ils cultivaient maïs, pommes de terre, quinoa et complétaient leur alimentation avec des produits de la chasse, qu'ils pratiquaient avec des frondes. Ils capturaient des autruches et d'autres oiseaux. Ils élevaient des lamas pour le transport et la laine et en possédaient de grands troupeaux.

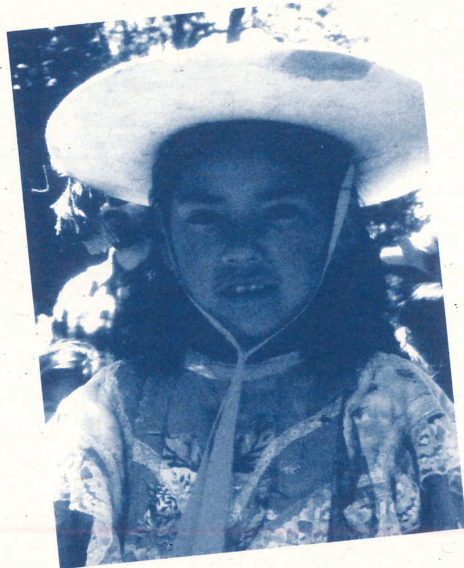
Actuellement, les Kollas pratiquent un système pastoral adapté aux possibilités de la zone et doivent se déplacer suivant les saisons, en transhumance. Leurs habitations rectangulaires en pierre sèche maintiennent des caractéristiques ancestrales. La langue des Humahuacas était le quichua, dont il ne reste que quelques pratiques familiales.

Les trois grands principes moraux de l'Empire Inca :

<i>Ama ilull</i>	<i>Ne mens pas</i>
<i>Ama quella</i>	<i>Ne sois pas paresseux</i>
<i>Ama suwa</i>	<i>Ne vole pas</i>

Actualmente la ganadería es parte importante de su economía y han establecido un sistema de pastoreo adecuado a las posibilidades de la zona, por lo cual deben trasladarse con su ganado a los lugares de pasto estacional. En la construcción de sus viviendas el estilo actual conserva mucho del de sus antiguos; usaban piedra seca o pirca y, por lo general, tenían planta rectangular.

Lidia Petrona Funes



*«Il faut sauver ces hommes doux et sans haine,
qui sont nos frères d'un autre âge,
et deviendront les frères de notre temps.»*

*«Hay que salvar a estos hombres dulces y sin odio,
que son nuestros hermanos de otra época,
y serán los hermanos de nuestro tiempo.»*

Paul Ohl

Résumé en français :

Populations de la région subandine de l'est de la Province de Salta

Les Kollas de San Andrés appartiennent à une sous-région de la «Quebrada» (vallée) de Humahuaca. Cette ville, située par delà la chaîne Zenta, a gardé le nom ancien des populations andines. Tous les peuples de la région offrent une unité ethnique, qui remonte à l'influence inca. En effet, les INCAS maîtrisèrent la région et lui imposèrent des travaux collectifs au bénéfice de l'Inca. Ils étaient aussi astreints à la défense du territoire contre les Chiriguanos, qui résistaient à l'avancée Inca. Avec l'arrivée des colons espagnols ces populations maintinrent des particularités ethniques qui se retrouvent dans tous les peuples anciens de la région, comme par exemple la céramique noire et grise gravée, remontant à la période andine la plus ancienne, et les poteries décorées de noir sur fond rouge, les plus caractéristiques. Une autre coutume est celle d'enterrer les bébés morts dans des urnes ou des pots de terre cuite.

Leur économie, basée sur la culture de la terre, les amenait à aménager des terrasses irriguées sur le flanc des montagnes; certains vestiges sont encore reconnus comme de véritables oeuvres d'ingénierie. Ils cultivaient maïs, pommes de terre, quinoa et complétaient leur alimentation avec des produits de la chasse, qu'ils pratiquaient avec des frondes. Ils capturaient des autruches et d'autres oiseaux. Ils élevaient des lamas pour le transport et la laine et en possédaient de grands troupeaux.

Actuellement, les Kollas pratiquent un système pastoral adapté aux possibilités de la zone et doivent se déplacer suivant les saisons, en transhumance. Leurs habitations rectangulaires en pierre sèche maintiennent des caractéristiques ancestrales. La langue des Humahuacas était le quichua, dont il ne reste que quelques pratiques familiales.

Les trois grands principes moraux de l'Empire Inca :

<i>Ama ilull</i>	<i>Ne mens pas</i>
<i>Ama quella</i>	<i>Ne sois pas paresseux</i>
<i>Ama suwa</i>	<i>Ne vole pas</i>



El Augusto de Parana es de Agosto 1997

Avenida / Domingo de Luxemburgo

Mes cumple años muchos bebés

La visita de Aldo.

Aunque nosotros Lenguaje es diferente
al tuyo porque hablamos el español.

El Augusto es un país pequeño
ya casi no hay animales Adiferes
Algunos árboles tienen frutos también
flores. Cerca es el Rio Los chicos se
van a bañar cuando está el calor

también hace frío huele mucha
también hay muchos papavitos.

Ah voy a decir cuantos años tengo
yo tengo 11 años vivo cerca de la
escuela ya estoy en 6^a tengo 2
hermanos mi madre se llama Elvira
Canalire no tengo mi padre junto.

Elio Cristiano Canalire